

## UNIVERSITE THOMAS SANKARA

Centre d'Etudes, de Documentation  
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

# REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

## SÉRIES ÉCONOMIE

### **Urbanization and Health Status in the West African Economic and Monetary Union: Is there a threshold effect ?**

Richard K. MOUSSA & Moon OULATTA

### **Analyse des déterminants de la performance des sociétés d'assurances non vie au Burkina Faso**

Abdel M. W. BASSAVE, Désiré DRABO & Alima P. A. NAPON

### **Disparités de niveau d'éducation et inégalités d'insertion professionnelle des jeunes au Burkina Faso**

Patrick Josué Ping-Wendé KABORE

### **Performance économique de la production maraîchère au Burkina Faso**

Safiétou SANFO

### **Commerce des services et emploi : évidence empirique des pays africains**

Kwami Ossadzifo Wonyra, Koami Mawuko Midagbodji,  
Moukpè Gniniguè & Evans Osabuohien

### **Effet de la préoccupation pour l'environnement des agriculteurs sur l'intensité d'adoption des technologies agroécologiques de conservation des eaux et des sols au Burkina Faso**

Hadjí Adama OUEDRAOGO

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur [www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (78 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES [www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université Thomas SANKARA et dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web l'UTS ou par le lien : <https://www.journal.uts.bf/index.php/cedres>

## **DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Pr Pam ZAHONOGO, Université Thomas SANKARA (UTS)

## **COMITE EDITORIAL**

Pr Pam ZAHONOGO, UTS Editeur en Chef

Pr Noel THIOMBIANO, UTS

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Eugénie MAIGA, Université Norbert ZONGO Burkina Faso

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Omer COMBARY, UTS

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta DIOP

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

## **SECRETARIAT D'EDITION**

Dr Yankou DIASSO, UTS

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UTS

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UTS

Dr Kassoum ZERBO, UTS

## **COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE**

Pr Abdoulaye DIAGNE, UCAD (Sénégal)

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gilbert Marie Aké N'GBO, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo (Gabon)

Pr Mama OUATTARA, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Youmanli OUOBA, UTS

Pr Kimséyinga SAVADOGO, UTS

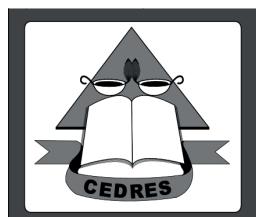
Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Noel THIOMBIANO, UTS

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, UTS

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



[www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)

# **REVUE CEDRES-ETUDES**

Revue Economique et Sociale Africaine

**REVUE CEDRES-ETUDES N°79**

**1<sup>er</sup> Semestre 2025**

# SOMMAIRE

Urbanization and Health Status in the West African Economic and Monetary Union : Is there a threshold effect ? Richard K. MOUSSA & Moon OULATTA.....	05
Analyse des déterminants de la performance des sociétés d'assurances non vie au Burkina Faso Abdel M. W. BASSAVE, Désiré DRABO, Alima P. A. NAPON.....	31
Disparités de niveau d'éducation et inégalités d'insertion professionnelle des jeunes au Burkina Faso..... Patrick Josué Ping-Wendé KABORE	75
Performance économique de la production maraîchère au Burkina Faso Safiétou SANFO.....	105
Commerce des services et emploi : évidence empirique des pays africains Kwami Ossadzifo Wonyra, Koami Mawuko Midagbodji, Moukpè Gniniguè & Evans Osabuohien.....	132
Effet de la préoccupation pour l'environnement des agriculteurs sur l'intensité d'adoption des technologies agroécologiques de conservation des eaux et des sols au Burkina Faso Hadji Adama OUEDRAOGO .....	165

# **Commerce des services et emploi : évidence empirique des pays africains**

## **Kwami Ossadzifo WONYRA**

Laboratoire de Recherche en Économie et Gestion

Université de Kara, BP 43, Kara-TOGO

E-mail : [wonyra.ossa@gmail.com](mailto:wonyra.ossa@gmail.com) Tel : +228 90013209

<https://orcid.org/0000-0001-5237-4352>

## **Koami Mawuko MIDAGBODJI**

Centre de Recherche en Economie Appliquée et Management des  
Organisations,

Université de Lomé, 01 BP. 1515, Lomé-TOGO

E-mail : [enriquemida@yahoo.fr](mailto:enriquemida@yahoo.fr) Tel : +228 90113949

<https://orcid.org/0009-0005-4151-132X>

## **Moukpè GNINIGUE**

Laboratoire de Recherche en Économie et Gestion

Université de Kara, BP 43, Kara-TOGO

E-mail : [moukpe.gninigue0@gmail.com](mailto:moukpe.gninigue0@gmail.com) Tél : +228 91846942

<https://orcid.org/0000-0002-2667-3137>

## **Evans OSABUOHIEN**

Département d'Économie et d'Études du Développement & Centre de Recherche  
en Politique Économique et Développement (CEPDeR), Covenant University,  
NIGERIA

E-mail : [pecos4eva@gmail.com](mailto:pecos4eva@gmail.com)

<https://orcid.org/0000-0002-3258-8326>

## Résumé

L'objectif de cet article est d'examiner l'influence du commerce des services sur la création d'emploi dans les pays africains. La recherche s'appuie sur un panel de 41 pays africains couvrant la période 1991-2019 et mobilise la méthode des moments généralisés (GMM) afin de corriger les problèmes d'endogénéité. Les résultats montrent que les exportations de services stimulent l'emploi total, l'emploi agricole et l'emploi industriel, mais réduisent l'emploi dans les services. Les importations freinent l'emploi dans l'agriculture et l'industrie tout en soutenant les services, en particulier via les services de communication et de transport. Le marché du travail africain reste marqué par une forte inertie, et la qualité institutionnelle (lutte contre la corruption, efficacité gouvernementale, régulation) conditionne largement les effets du commerce. Les politiques fiscales et salariales jouent également un rôle en soutenant les emplois qualifiés. Globalement, le commerce des services accompagne une transformation structurelle vers l'industrie et les services, mais ses bénéfices dépendent de la gouvernance et de politiques actives pour réduire les rigidités. Sur le plan des politiques, il est recommandé de promouvoir les exportations de services, notamment de communication, et d'encourager les importations de services de communication et de transport pour l'industrie et les services, tout en limitant leur impact sur le secteur agricole.

**Mots-clés :** *Commerce des services, emploi, modèle GMM, Afrique.*

**JEL :** *F1; F16 ; J21 ; O55*

## Abstract

The objective of this article is to examine the influence of trade in services on job creation in African countries. The study relies on a panel of 41 African countries covering the period 1991–2019 and applies the Generalized Method of Moments (GMM) to address endogeneity issues. The results show that service exports stimulate total employment, agricultural employment, and industrial employment, but reduce employment in services. Imports hinder employment in agriculture and industry while supporting services, particularly through communication and transport services. The African labor market remains characterized by strong inertia, and institutional quality (anti-corruption, government effectiveness, regulation) largely conditions the effects of trade. Fiscal and wage policies also play a role in supporting skilled jobs. Overall, trade in services accompanies a structural transformation toward industry and services, but its benefits depend on governance and active policies to reduce rigidities. From a policy perspective, it is recommended to promote service exports, especially communication services, and to encourage imports of communication and transport services for industry and services, while limiting their adverse impact on the agricultural sector.

**Keywords :** *Trade in services, employment, GMM model, Africa.*

## 1 INTRODUCTION

Des travaux récents ont montré que le commerce des services influence la création d'emplois (Chiquiar et al., 2019; Fuster et al., 2020). La réduction des obstacles au commerce peut générer des emplois chez les partenaires commerciaux sans réduire ceux de l'économie locale (Kühn & Viegelahn, 2019; Shingal & Sauvé, 2019). Toutefois, la complexité des réseaux commerciaux et d'investissement rend cette relation difficile à cerner (Rueda-Cantuche et al., 2019). Le secteur des services, devenu moteur de l'économie mondiale, contribue fortement au PIB, au commerce et à l'emploi. L'industrie dépend aussi des services pour la production manufacturière, d'où l'essor des échanges tant chez les entreprises de services que manufacturières (Fuster et al., 2020). L'ouverture commerciale favorise la participation aux chaînes de valeur mondiales (Efogo, 2020). Elle constitue également un facteur essentiel de création d'emplois (Anyanwu, 2013).

Plusieurs théories expliquent comment le commerce influence l'emploi. La théorie des avantages comparatifs développée par Ricardo (1817), suggère que les pays peuvent se spécialiser dans les services pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif, souvent fondé sur une main-d'œuvre qualifiée à faible coût. Cette logique est renforcée par la théorie de Heckscher-Ohlin qui montre que les dotations factorielles déterminent la spécialisation, suggérant que les pays africains, riches en main-d'œuvre peu ou semi-qualifiée, se concentreraient sur les services intensifs en travail. Le théorème de Stolper-Samuelson (1941) prolonge cette analyse en indiquant que l'ouverture commerciale devrait accroître l'emploi et les rémunérations dans les secteurs utilisant intensivement le facteur abondant. Les économistes structurels, inspirés de la tradition développementaliste (Prebisch, Singer, Furtado, Rodrik), soulignent toutefois que les bénéfices du commerce ne sont pas automatiques et dépendent de la structure productive, des institutions et de la stratégie nationale de développement.

De même, le développement des services, en particulier des services d'infrastructure, contribue de manière significative à la croissance de la production, de la productivité et des créations d'emplois dans les pays à faible revenus (Ghani & O'Connell, 2014). Considérés comme des intrants dans le secteur manufacturier (Fuster et al., 2020; Wonyra & Efogo, 2020), les services représentent un catalyseur de l'expansion des chaînes de valeur mondiales. Le commerce des services est devenu une composante dynamique du commerce mondial. Certains pays en développement en tirent profit grâce aux services modernes exportables et à la mobilité temporaire des personnes, tandis que d'autres restent limités aux services traditionnels peu productifs et souvent informels. Le secteur est désormais le principal pourvoyeur d'emplois, porté par la sous-traitance manufacturière et la hausse de la demande finale. La part des services dans l'économie mondiale a ainsi connu une progression continue au fil du temps.

La littérature récente souligne que le commerce des services influence les résultats du marché du travail, notamment par la création d'emplois (Martins, 2016; Rueda-Cantuche et al., 2019). Rueda-Cantuche, Cernat, and Sousa (2019) confirment l'impact positif des exportations de services sur l'emploi. Schwarzer (2015) montre également que le commerce des services occupe une place croissante dans les relations économiques internationales. Toutefois, la croissance économique de la dernière décennie n'a pas produit les effets attendus sur l'emploi. Les fruits de la croissance peinent à se répercuter en raison de la précarité du marché du travail, notamment pour les jeunes diplômés (Midagbodji & Egbendewe, 2020). En Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, les balances commerciales de services se dégradent. À cela s'ajoutent de fortes lacunes statistiques concernant le commerce des services.

Les exportations de services ont des effets directs limités sur l'emploi, mais leurs effets indirects peuvent être importants, surtout dans les pays en développement. Elles ouvrent de nouvelles opportunités d'emplois et favorisent la réaffectation de la main-d'œuvre (Loungani et al. (2017)). La demande future d'emplois sera portée par les infrastructures technologiques et les réseaux numériques.

L'automatisation et la codification des tâches transforment déjà la structure du travail. Les expériences américaine et européenne montrent que les marchés spécialisés dans les tâches routinières adoptent différemment les technologies de l'information.

Le commerce des services, représentant 23 % des exportations mondiales, est resté dynamique, avec une valeur mondiale estimée à 5 800 milliards de dollars en 2018, après 5 000 milliards en 2016 et 5 400 milliards en 2017 (CNUCED, 2019). Toutes les régions ont enregistré des hausses, l'Afrique et l'Asie-Océanie étant les plus performantes avec des taux supérieurs à 9 %. Les services de voyage, les services aux entreprises et les transports constituent les principaux segments échangés. En Afrique, les services de voyage dominent les exportations, tandis qu'en Asie, la composition est plus diversifiée. Le secteur des services fournit également près de la moitié des emplois mondiaux, soit 49 % en 2016, avec 75 % dans les pays développés et 44 % dans les pays en développement (CNUCED, 2017). Depuis le milieu des années 2000, les services sont la principale source d'emplois, y compris pendant la crise financière de 2008-2009. Entre 2001 et 2016, la part de la construction, du tourisme et des services aux entreprises dans l'emploi mondial a augmenté chaque année, même dans les pays en développement.

En Afrique, le commerce des services a progressé plus rapidement que le commerce des marchandises entre 2005 et 2017, à un rythme de 5,4% par an en moyenne selon les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, 2022). Entre 2005 et 2019, le montant des exportations africaines de services a doublé pour atteindre 124 milliards de dollars ; sur cette même période, les services représentaient en moyenne 17 % des exportations totales. La chute des exportations de services en 2020 (leur valeur n'était alors plus que de 82,7 milliards de dollars) résulte principalement des restrictions mises en place pour freiner la propagation de la pandémie de COVID-19 (CNUCED, 2022). Selon CNUCED, les importations mondiales de services commerciaux ont connu une croissance de 8% en 2024, l'Afrique prenant la tête avec un taux de 12,2%, et représentant 2,6% des importations mondiales de services commerciaux.

S’agissant des exportations des services, l’Afrique a connu le taux de croissance le plus faible qui est de 5,7% en 2024.

La qualité des institutions demeure un facteur clé du développement économique et social, surtout dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, la gouvernance, la transparence et l’efficacité administrative restent de sérieux obstacles à la transformation structurelle. Les *Worldwide Governance Indicators* (Banque mondiale, 2024) révèlent que 80 % des pays de la région affichent des scores négatifs dans les six dimensions de la gouvernance. L’État de droit présente une moyenne régionale de -0,64 sur une échelle de -2,5 à +2,5. Le contrôle de la corruption est particulièrement préoccupant, avec 37 pays sur 48 enregistrant un score inférieur à zéro. L’efficacité gouvernementale est également faible, avec un score moyen de -0,55. Ces résultats traduisent une fragilité institutionnelle persistante. Elle compromet la stabilité, l’attractivité des investissements et l’amélioration durable des conditions de vie.

Malgré la montée en puissance du commerce des services et son rôle croissant dans l’économie mondiale (Schwarzer, 2015; CNUCED, 2019), son impact sur l’emploi en Afrique reste peu documenté et controversé. Certains travaux montrent que l’ouverture des services stimule la création d’emplois et soutient la transformation structurelle (Chiquiar et al., 2019; Fuster et al., 2020; Rueda-Cantuche et al., 2019), tandis que d’autres mettent en avant les risques de déséquilibres sectoriels, de précarité et d’exclusion sociale (Rodrik, 2018; Anyanwu, 2013). Les expériences internationales suggèrent que les gains en termes d’emploi dépendent largement de la structure productive nationale, du niveau de qualification de la main-d’œuvre et de la qualité des institutions (Kühn & Viegelahn, 2019; Rodrik & Stantcheva, 2023). Or, l’Afrique subsaharienne demeure marquée par une dépendance élevée aux services traditionnels à faible productivité (Efogo, 2020) et par des faiblesses persistantes en matière de gouvernance (Banque mondiale, 2024). Dans ce contexte, la question de recherche fondamentale qui est posée est de savoir si le commerce des services constitue-t-il réellement un moteur de création d’emplois en Afrique, et si oui, quels secteurs du marché du travail en bénéficient

le plus ? L'objectif principal de cette recherche est d'examiner l'effet du commerce des services sur le niveau d'emploi en Afrique. De façon spécifique, il s'agit i) d'étudier l'influence du commerce des services sur la création d'emploi dans les pays africains et ii) d'analyser l'effet du commerce des services sur les différents secteurs du marché de travail dans les pays africains.

L'ensemble des travaux existants (Adeleye et Eboagu (2020) Anyanwu (2014) rejoignent celles de Rodrik et Stantcheva (2023) Kühn & Viegelahn (2019)) ont centré leur analyse sur l'emploi total. Dans le cadre de ce travail, nous approfondir l'analyse, en dehors de l'emploi total, en explorant l'effet du commerce des services sur l'emploi agricole, l'emploi dans le secteur des services et dans le secteur industriel. En plus la méthode des moments généralisés (GMM) est utilisée pour résoudre les problèmes d'endogénéité et obtenir des estimateurs non biaisés.

Dans le but de mieux comprendre l'effet du commerce des services sur l'emploi en Afrique subsaharienne, et d'éclairer le débat entre approches néoclassiques et structurelles, il est nécessaire de s'appuyer, dans la deuxième section, sur un cadre théorique solide et une revue critique des travaux empiriques récents portant sur cette relation. Ensuite la méthodologie est présentée à la troisième section et l'analyse des résultats est présentée à la quatrième section. Enfin, la conclusion récapitule l'article.

## 2 REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'effet du commerce international sur l'emploi a fait l'objet de nombreuses analyses économiques, souvent marquées par des oppositions doctrinales. L'analyse de cet effet oppose les néo-classiques et les économistes structurels. D'une part, l'approche néoclassique, optimiste et fondée sur l'efficience des marchés, et l'approche structurelle d'autre part, plus prudente et ancrée dans les contraintes institutionnelles et productives spécifiques aux pays en développement.

Ces deux visions offrent des lectures contrastées de la manière dont le commerce des services influence la dynamique de l'emploi, en particulier en Afrique subsaharienne.

## **2.1 Cadre théorique : Approches divergentes sur le lien entre commerce des services et emploi**

Selon la théorie néoclassique du commerce, notamment les modèles de Ricardo, de Heckscher-Ohlin (1991) et le théorème de Stolper-Samuelson (1941), l'ouverture commerciale permet aux pays de se spécialiser dans les secteurs où ils disposent d'un avantage comparatif, en fonction de leur dotation en facteurs de production. Cette spécialisation accroît la productivité globale, stimule la croissance économique et, par effet d'entraînement, favorise la création d'emplois à long terme. Cette logique suppose que les pays dotés d'un capital humain abondant ou compétitif (main-d'œuvre qualifiée à bas coût, maîtrise linguistique, compétences numériques) peuvent se positionner avantageusement sur les segments exportables du secteur tertiaire : téléservices, développement de logiciels, finance numérique, etc. Le commerce des services est alors perçu comme un vecteur de modernisation et de montée en gamme du marché du travail. Les ajustements sur le marché du travail sont supposés fluides, avec une mobilité intersectorielle suffisante pour permettre aux travailleurs de se redéployer vers les secteurs compétitifs.

À l'opposé, l'approche structurelle, héritée des travaux de Prebisch, Furtado, Hirschman et plus récemment Rodrik, met l'accent sur les limites de l'intégration commerciale dans des économies caractérisées par des structures productives fragiles, une faible diversification et des institutions déficientes. Selon cette perspective, les effets du commerce, y compris celui des services, ne sont pas automatiques et peuvent, en l'absence de politiques d'accompagnement, aggraver les déséquilibres existants. Les économistes structurels plaident dès lors pour des politiques industrielles ciblées, une montée en compétences appuyée par l'État, des investissements publics dans les infrastructures numériques et un renforcement des institutions du marché du travail.

Le commerce est vu non comme un mécanisme neutre, mais comme un levier à structurer, pour en tirer des effets positifs sur l'emploi et la transformation économique.

Après avoir exposé les principales approches théoriques relatives à la relation entre le commerce des services, l'emploi et la qualité institutionnelle, il convient désormais d'examiner les résultats empiriques issus des travaux récents, notamment ceux portant sur les pays d'Afrique subsaharienne, afin d'apprécier dans quelle mesure ces théories se vérifient dans les contextes réels.

## 2.2 Revue empirique

Les résultats empiriques sur l'impact du commerce international sur l'emploi restent contrastés. Dans la perspective néoclassique, qui souligne que l'ouverture commerciale favorise la spécialisation selon l'avantage comparatif et stimule la productivité, plusieurs études montrent une corrélation positive entre commerce international et emploi, notamment dans les services modernes tels que les télécommunications, les services financiers, les technologies de l'information et l'externalisation (Chand & Sen, 2002; Fu & Balasubramanyam, 2004), notamment via le commerce des services modernes tels que les télécommunications, les services financiers, les technologies de l'information et l'externalisation, qui génèrent des emplois qualifiés, stimulent l'innovation et renforcent la compétitivité. Ghani et Kharas (2010) et Loungani et Mishra (2014) montrent que, dans certaines économies à revenu intermédiaire, l'expansion des services exportables s'est accompagnée d'une augmentation notable de l'emploi dans les villes secondaires et parmi les jeunes diplômés. De même, Loungani et al. (2022) soulignent que les services exportables fondés sur les TIC, les finances et l'externalisation créent de nouvelles opportunités d'emplois qualifiés, notamment dans les grandes agglomérations africaines.

Cependant, l'efficacité du commerce des services pour stimuler l'emploi dépend fortement de la qualité des institutions et de la gouvernance. Anyanwu (2014) et Rodrik et Stantcheva (2023) montrent que la faiblesse

des institutions limite la capacité des États à convertir l'ouverture commerciale en opportunités économiques inclusives. Mbaye et Gueye (2018) indiquent, pour le Sénégal, qu'une ouverture progressive des services coexiste avec un marché du travail dual, où la majorité des travailleurs reste dans le secteur informel, soulignant l'importance de renforcer les institutions de régulation et les politiques de formation. Adeleye et Eboagu (2020) confirment cette tendance pour le Nigeria, montrant que le commerce des services n'a un effet positif sur l'emploi que dans les régions dotées d'une gouvernance locale efficace et de services publics fonctionnels. Ces études convergent avec les travaux de Kühn & Viegelahn (2019) et réaffirment que la qualité institutionnelle module fortement l'impact du commerce sur le marché du travail.

En revanche, certaines analyses révèlent des effets négatifs ou limités. Greenaway et al. (1999) trouvent, au niveau industriel, une relation négative entre le commerce international et l'emploi. Rodrik (2016) et Gollin et al. (2016) montrent que la croissance des services en Afrique repose souvent sur des secteurs informels à faible productivité, qui n'offrent ni stabilité ni trajectoires d'apprentissage. Dix-Carneiro & Kovak (2017) observent qu'au Brésil, la libéralisation commerciale a provoqué un déclin prolongé de l'emploi et des revenus dans le secteur formel des régions soumises à des réductions tarifaires importantes, en raison d'une mobilité limitée du travail et d'une adaptation lente du capital. Kühn & Viegelahn (2019) notent également que les barrières au commerce des services affectent négativement les emplois, tant dans les services que dans le secteur manufacturier.

D'autres études concluent à un impact non significatif du commerce international sur l'emploi. Turrini (2002) ne trouve aucun effet mesurable, tandis que Fuster et al. (2020) montrent qu'en Espagne, la délocalisation des services entre 2008 et 2010 n'a pas influencé l'emploi manufacturier ou celui des services. Dans l'ensemble, la majorité des travaux se concentre sur l'emploi total. Le présent travail se distingue en analysant l'effet du commerce des services sur les différents segments du marché du travail, notamment l'emploi agricole, l'emploi industriel et l'emploi dans

le secteur des services, afin de mieux cerner les effets hétérogènes du commerce sur l'emploi en Afrique.

## 3. DONNEES ET METHODE D'ANALYSE

### 3.1. Problématique d'endogénéité et justification de la méthode

L'analyse de l'effet du commerce des services sur le marché de l'emploi en Afrique subsaharienne soulève des préoccupations méthodologiques majeures liées à la causalité et à l'endogénéité. En effet, la relation entre l'intensification des échanges de services et l'évolution de l'emploi pourrait être biaisée par une causalité inverse (l'amélioration du marché du travail favorise le commerce), des variables omises (qualité institutionnelle, infrastructures, politique commerciale), ou encore par des erreurs de mesure. Dans ce contexte, l'estimation par moindres carrés ordinaires (MCO) serait inappropriée, car elle produirait des estimateurs biaisés et inconsistants.

Afin de pallier ces problèmes d'endogénéité, nous recourons à la méthode des moments généralisés GMM (Arellano et Bond, 1991). Cette approche permet d'identifier l'effet causal du commerce des services sur l'emploi et d'obtenir des estimations des coefficients qui ne sont pas biaisées par l'endogénéité.

S'inspirant d'une étude empirique récente sur les déterminants de l'emploi axés sur la délocalisation des services par le biais du commerce (Fuster et al., 2020), le modèle économétrique est spécifié comme suit :

$$\begin{aligned} Emploi_{it} = & \alpha_0 + \alpha_1 Emploi_{it-1} + \alpha_2 Exp\_Serv_{it} + \alpha_3 Imp\_Serv_{it} \\ & + \gamma X_{it} + \mu_{it} \end{aligned}$$

Les variables dépendantes ( $Emploi_{it}$ ) utilisées sont respectivement le taux d'emploi total (EMPL\_TOT), l'emploi du secteur agricole en pourcentage du total des emplois (EMPL\_AGR), l'emploi du secteur industriel en pourcentage du total des emplois (EMPL\_IND) et l'emploi

du secteur des services en pourcentage du total des emplois (EMPL\_SER). Cette décomposition de l'emploi en ces différentes composantes permet d'analyser l'effet du commerce des services dans les différents secteurs du marché de travail. Le commerce des services est la variable explicative d'intérêt. Cette variable est mesurée par les exportations des services (EXP\_SERV) et les importations des services (IMP\_SERV) en suivant Wonyra & Efogo (2020). Cette distinction des flux commerciaux des services en exportations des services et en importations des services est cruciale dans la mesure où les exportations et les importations ne jouent pas le même rôle (Wonyra & Efogo, 2020). Le commerce des services a été ensuite décomposé en importations et en exportations des services de communication (EXP\_SERVCOM et IMP\_SERVCOM) et de transports (EXP\_SERVTRANS et IMP\_SERVTRANS) afin de vérifier l'effet du commerce de chaque type de services sur la création d'emploi car selon Wonyra & Efogo (2020), une approche désagrégée service par service permet d'obtenir plus d'informations sur ce secteur. D'après Rueda-Cantuche et al. (2019) et Schwarze (2015), le commerce des services contribue positivement à la création de l'emploi. Le contrôle de la corruption (CORRUPTION), l'efficacité du gouvernement (EFFICACITE\_GOUV), la stabilité politique (STAB\_POLITIQUE), la qualité de régulation (QUAL\_REGULATION), la taxe sur les produits primaires (TAXE\_PRODUIT\_PRIM), la taxe sur les produits manufacturiers (TAXE\_PROD\_MANU), et le salaire des travailleurs (SALAIRE) représentent les variables de contrôle ( $X_{it}$ ). Le contrôle de la corruption, l'efficacité de gouvernement, la stabilité politique et la qualité de régulation peuvent contribuer à la création de l'emploi dans la mesure où ils créent un environnement propice aux affaires. Tout comme la taxe sur les produits primaires, la taxe sur les produits manufacturiers n'incite pas les entreprises à produire suffisamment afin de créer les emplois. Ces taxes découragent l'activité économique et donc constituent un obstacle à la création d'emploi. Le revenu des travailleurs peut stimuler le niveau d'emploi. En effet, lorsque les salaires sont élevés, les travailleurs peuvent épargner puis investir, et donc contribuer à la création d'emploi. Enfin,  $\epsilon_{it}$  est le terme d'erreurs.

### 3.2 Données

Les données sur le contrôle de la corruption, l'efficacité de gouvernement, la stabilité politique et la qualité de régulation sont issues de Indicateurs de gouvernance mondiale (WGI) (2020) et couvrent la période allant de 1991 à 2019 sur 41 pays de l'Afrique. Toutes les autres données proviennent de la base de données de la Banque mondiale (Indicateurs de Développement mondiale (WDI) (2020). La liste des pays retenus ainsi que les statistiques descriptives sont renseignées dans les annexes.

Du fait de possible problèmes d'endogénéité dans le modèle, d'erreur de mesure ou de variables omises, l'estimation à l'aide des moindres carrés ordinaires n'est pas pertinente. Ainsi nous utilisons un modèle de panel dynamique estimé par la méthode des moments généralisés GMM (Arellano et Bond, 1991) qui peut mieux prendre en compte les problèmes d'autocorélation et d'hétéroscédasticité (Arellano et Bover, 1995).

### 3.3 Technique d'estimation

Les résultats du test de Pesaran (2007) indiquent que la majorité des variables sont intégrées d'ordre un, I(1), notamment l'emploi (total, agricole, industriel et de services), les services échangés (commerce, communication) ainsi que le salaire des travailleurs.

**Tableau 1 : Test de Pesaran (2007) CIPS**

Variables	Niveau	Différence première	Conclusion
	Constante et tendance	Constante et tendance	
Emploi	-1,611	-3,945	I(1)
Emploi_agri	-1.592	-3,992	I(1)
Emploi_ind	-1,922	-4,116	I(1)
Emploi_ser	-1,976	-4,208	I(1)
Exp_service	-2,292	-	I(0)
Imp_service	-2,095	-3,572	I(1)
Exp_servcom	-2,081	-4,103	I(1)

Imp_servcom	-2,013	-3,639	I(1)
Exp_servtrans	-2,299		I(0)
Imp_servtrans	-2,248		I(0)
Corruption	-3,134		I(0)
Efficacité_gouv	-3,250		I(0)
Stab_polique	-2,832		I(0)
Qual_regulation	-2,409		I(0)
Taxe_produit_prim	-3,733		I(0)
Taxe_prod_manu	-4,010		I(0)
Salaire	-1,650	-3,478	I(1)

*Note : (\*\*\*) , (\*\*) , et (\*) montrent la stationnarité au seuil de significativité de 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs critiques pour le modèle avec constante et tendance pour 10%, 5% et 1% sont respectivement : -2,04%, -2.11%, -2.23%.*

Source : Calcul des auteurs

Cela traduit une dynamique non stationnaire à court terme mais stationnaire en première différence, cohérente avec la nature cumulative des séries macroéconomiques. En revanche, certaines variables apparaissent stationnaires en niveau, I(0), telles que les services exportés et importés de transport, ainsi que les indicateurs institutionnels (contrôle de la corruption, efficacité gouvernementale, stabilité politique, qualité de la régulation) et les variables fiscales (taxe sur les produits, produits primaires et manufacturés). Ces résultats suggèrent une hétérogénéité structurelle : d'un côté, les variables d'emploi et de commerce de services obéissent à des tendances de long terme et justifient le recours à des méthodes dynamiques ; de l'autre, les variables institutionnelles et fiscales présentent une stabilité relative à court terme, renforçant leur rôle de facteurs explicatifs ancrés dans la structure économique.

La matrice de corrélation (Tableau 2) montre que l'emploi est positivement lié aux exportations et importations de services ainsi qu'aux salaires, suggérant que ces variables favorisent la création d'emplois.

Cependant, certaines variables présentent des corrélations très élevées, notamment entre les exportations de services totales et commerciales (0,999) ou entre les indicateurs de gouvernance (Corruption et Efficacité\_gouv, r0,847), indiquant une redondance d'information et un risque de multicolinéarité. D'autres variables institutionnelles et réglementaires, comme la stabilité politique et la qualité de la régulation, sont modérément corrélées entre elles, tandis que les variables de transport de services et certaines taxes présentent des corrélations faibles, apportant une information distincte. Ces résultats suggèrent que certaines variables devront être combinées ou sélectionnées avec soin pour garantir la robustesse des estimations dans le modèle GMM. Ce qui nous a amené

**Tableau 2 : Résultat de la matrice de corrélation**

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1) employment	1,000													
(2) Exp_service	0,607	1,000												
(3) Imp_service	0,428	0,653	1,000											
(4) Exp_servcom	0,604	0,999	0,649	1,000										
(5) Imp_servcom	0,425	0,646	0,999	0,643	1,000									
(6) Exp_servtrans	0,102	0,038	0,068	0,028	0,065	1,000								
(7) Imp_servtrans	-0,209	-0,098	-0,257	-0,100	-0,257	0,102	1,000							
(8) Corruption	0,121	0,151	-0,061	0,155	-0,059	-0,106	-0,032	1,000						
(9) Efficacit_gouv	0,269	0,300	0,074	0,301	0,077	-0,095	-0,107	0,847	1,000					
(10) Stab_polique	-0,055	-0,046	-0,200	-0,037	-0,196	-0,140	0,005	0,658	0,609	1,000				
(11) Qual_regulation	0,210	0,240	0,026	0,241	0,028	-0,129	-0,047	0,754	0,844	0,606	1,000			
(12) Taxe_produit_prim	0,220	0,158	0,007	0,158	0,003	0,226	0,016	-0,176	-0,076	-0,147	-0,119	1,000		
(13) Taxe_prod_manu	0,025	-0,073	-0,142	-0,075	-0,141	0,204	0,056	-0,108	-0,056	-0,077	-0,075	0,768	1,000	
(14) Salaire	0,435	0,341	0,258	0,343	0,258	0,047	-0,212	0,373	0,423	0,236	0,204	0,006	-0,036	1,000

Source : Calcul des auteurs

## 4. RESULTATS ET DISCUSSIONS

Le tableau 3 et le tableau 4 présentent les résultats de l'influence du commerce des services sur la création d'emploi dans les pays africains. Dans chaque tableau, la colonne 1 prend en compte l'emploi dans son ensemble et les trois colonnes suivantes portent sur l'emploi dans le secteur agricole, l'emploi dans le secteur industriel et l'emploi dans le secteur de service. La colonne 5 présente également les résultats du modèle de l'emploi global et les trois dernières colonnes présentent respectivement les résultats des modèles de l'emploi dans le secteur agricole, l'emploi dans le secteur industriel et l'emploi dans le secteur de service. Cette décomposition de l'emploi en ces différentes composantes permet d'analyser l'effet du commerce des services dans les différents secteurs du marché de travail. Le tableau 3 prend en compte le commerce des services mesuré l'importation des services et de l'exportation des services alors que le tableau 6 met en exergue les effets des importations et des exportations des services de communication et de transports.

Les résultats obtenus indiquent que les coefficients associés aux variables de retard d'emploi dans les secteurs agricole, industriel et des services sont à la fois significatifs et positifs, ce qui illustre une persistance sectorielle marquée. En d'autres termes, les niveaux d'emploi actuels sont fortement influencés par ceux observés dans le passé. Les marchés du travail en Afrique se caractérisent par une rigidité qui entrave les ajustements rapides en réponse aux chocs commerciaux. Cette inertie est en accord avec les conclusions de Dix-Carneiro et Kovak (2017) concernant le Brésil, où il est démontré que la libéralisation engendre des ajustements lents et coûteux, principalement en raison de la faible mobilité du capital et de la main-d'œuvre.

En outre, il ressort que les exportations des services stimulent significativement l'emploi total, l'emploi agricole et l'emploi industriel, mais réduisent l'emploi dans les services. Ce résultat corrobore l'hypothèse néoclassique selon laquelle l'ouverture commerciale favorise la spécialisation et entraîne des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Comme l'illustrent Herath et al. (2013), Muhammad et al.

(2014) et Schwarze (2015), l'intégration des services dans les échanges internationaux stimule la demande en intrants agricoles et industriels, notamment dans le cadre des chaînes de valeur globales. Toutefois, la contraction observée dans les services suggère un processus de rationalisation par la technologie et l'externalisation, illustrant une recomposition sectorielle typique des économies en transition.

Les résultats montrent également que les importations de services affectent négativement l'emploi total, agricole et industriel, mais favorisent significativement l'emploi dans les services modernes. Cette asymétrie reflète un processus d'ajustement différé, et peut s'expliquer par le fait que la concurrence étrangère réduit progressivement les opportunités dans les secteurs traditionnels, tandis qu'elle stimule la création d'emplois qualifiés dans les services financiers, numériques et externalisés. Ce constat corrobore les résultats de Kühn & Viegelahn (2019), qui montrent que l'ouverture des services favorise les emplois urbains qualifiés mais fragilise les secteurs traditionnels à faible productivité.

Les variables institutionnelles confirment leur rôle structurant dans la dynamique de l'emploi. La corruption réduit significativement l'emploi total et industriel, confirmant les résultats de Anyanwu (2014) et Adeleye & Eboagu (2020) sur la nécessité d'une gouvernance efficace pour transformer le commerce en opportunités inclusives. La stabilité politique favorise l'emploi total et industriel mais pénalise l'agriculture, ce qui traduit un biais des politiques en faveur des secteurs modernes. La qualité de la régulation contribue négativement à l'emploi total et industriel mais positivement à l'emploi dans les services. Ce qui montre que les réformes réglementaires profitent surtout aux secteurs modernes, renforçant l'idée d'un dualisme sectoriel. Enfin, l'efficacité gouvernementale favorise l'emploi des services mais freine l'emploi agricole et l'emploi industriel.

Les variables fiscales et salariales révèlent des effets classiques mais persistants dans le temps. En effet, les taxes sur les produits manufacturés stimulent l'emploi total et industriel, alors que la hausse des salaires réduit l'emploi agricole mais favorise les emplois qualifiés dans l'industrie et les services.

Cela peut s'expliquer par le fait que les recettes fiscales servent d'instrument de financement public, permettant de soutenir l'investissement productif et l'industrialisation. Ces résultats s'inscrivent dans la littérature de Loungani et al. (2022) qui montrent que le commerce des services, lorsqu'il est accompagné d'une montée en compétences, peut contribuer à une transformation structurelle inclusive.

Dans l'ensemble, les résultats confirment que l'emploi en Afrique suit une trajectoire cumulative, où les effets du commerce des services s'inscrivent dans une dynamique lente et dépendante des structures préexistantes. Cela signifie que les bénéfices potentiels de l'ouverture commerciale ne peuvent se matérialiser pleinement qu'à travers des institutions solides et des politiques actives de mobilité et de formation, afin de réduire les rigidités et d'accélérer l'ajustement intersectoriel.

Le tableau 4 révèle que les exportations de services de communication affectent positivement l'emploi total et l'emploi industriel, tout en réduisant l'emploi agricole et celui du secteur des services. Ce résultat confirme l'effet différencié de l'exportation des services sur les divers types d'emploi, reflétant une réallocation sectorielle des travailleurs. À l'inverse, les importations de services de communication réduisent l'emploi total et industriel, mais stimulent l'emploi agricole et celui des services modernes, illustrant la création d'emplois qualifiés dans les secteurs liés aux services externes. En ce qui concerne les services de transport, leurs exportations n'ont qu'un effet positif sur l'emploi agricole, tandis que les importations réduisent fortement l'emploi agricole et industriel mais renforcent l'emploi dans les services. Ce résultat souligne la forte dépendance des économies africaines aux infrastructures logistiques et services étrangers, ainsi que l'effet différencié du commerce des services selon les secteurs.

Tableau 3 :

VARIABLES	(1) D_emploi_tot	(2) D_emploi_agri	(3) D_emploi_ind	(4) D_emploi_serv	(5) D_emploi_tot	(6) D_emploi_agri	(7) D_emploi_ind	(8) D_emploi_serv
L,D_emploi_tot	-0,1794*** (0,0054)				-0,1592*** (0,0044)			
lExp_service	0,2057*** (0,0523)	0,2260*** (0,0645)	0,2366*** (0,0628)	-0,4392*** (0,1637)	0,1109*** (0,0341)	0,4502*** (0,1073)	0,2225*** (0,0482)	-1,1167*** (0,1730)
lImp_service	-0,2365*** (0,0658)	-0,2904*** (0,0739)	-0,1231** (0,0596)	0,4504** (0,1932)	-0,1459*** (0,0373)	-0,4139*** (0,1349)	-0,1118* (0,0659)	1,1839*** (0,1965)
Corruption	-0,5364*** (0,0856)	-0,0963 (0,0633)	-0,1152** (0,0571)	0,1514 (0,1494)	-0,4409*** (0,0655)	-0,1039 (0,1424)	0,0833 (0,0873)	0,2016 (0,1531)
Stab_polique	0,6378*** (0,0421)	-0,0842*** (0,0326)	0,0692** (0,0345)	0,0375 (0,0524)	0,3207*** (0,0455)	-0,0584 (0,0564)	0,0568* (0,0319)	0,1757* (0,0908)
Qual_regulation	-0,3447*** (0,1063)	-0,0454 (0,0689)	-0,1895** (0,0738)	0,2756*** (0,0758)				
Taxe_produit_pri m	-0,0002 (0,0015)	0,0014 (0,0031)	-0,0073** (0,0029)	0,0011 (0,0035)	0,0027*** (0,0011)	-0,0037 (0,0025)	-0,0040*** (0,0015)	0,0098** (0,0043)
Taxe_prod_manu	0,0098*** (0,0025)	-0,0083*** (0,0024)	0,0066** (0,0031)	0,0028 (0,0039)	0,0118*** (0,0020)	-0,0055* (0,0031)	0,0048** (0,0021)	0,0035 (0,0087)
D_Salaire	-0,1044*** (0,0025)	-0,3228*** (0,0395)	0,1495*** (0,0231)	0,1419*** (0,0308)	-0,1186*** (0,0016)	-0,3365*** (0,0486)	0,1216*** (0,0250)	0,1644*** (0,0369)
L,D_emploi_agri		0,5127*** (0,0378)				0,5378*** (0,0481)		

L,D_emploi_ind		0,3682*** (0,0621)			0,4071*** (0,0466)			
L,D_emploi_ser			0,2740*** (0,0644)				0,2891*** (0,0623)	
Efficacité_gouv				0,0976** (0,0482)	-0,2904*** (0,0890)	-0,3921*** (0,0994)	0,6747*** (0,2075)	
Constant	0,4422 (0,4462)	1,3743*** (0,4522)	-2,2476** (1,0720)	-0,1560 (0,9498)	0,5798* (0,3264)	-0,6093 (0,7649)	-2,2474** (0,8776)	-1,5665 (1,3547)
Observations	1,105	1,105	1,105	1,105	1,105	1,105	1,105	1,105
Number of id	41	41	41	41	41	41	41	41
No. of instruments	29	33	34	29	29	32	33	31
AR1 p-value	0,00691	0,000352	0,000682	1,73e-05	0,0598	0,000204	0,000663	3,13e-05
AR2 p-value	0,689	0,390	0,140	0,129	0,335	0,396	0,101	0,157
Hansen p-value	0,380	0,156	0,377	0,842	0,295	0,198	0,417	0,784

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Source : Calcul des auteurs

**Tableau 4 :**

VARIABLES	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
	D_emploi	D_emploi_agri	D_emploi_ind	D_emploi_serv	D_emploi_tot	D_emploi_agri	D_emploi_ind	D_emploi_serv
L,D_emploi	-0,1028*** (0,0184)				-0,0671*** (0,0207)			
D_Exp_servcom	0,2732*** (0,0188)	-0,4237*** (0,1082)	0,0756*** (0,0219)	-0,1142** (0,0468)	0,3027*** (0,0655)	-0,4610*** (0,1046)	0,1074*** (0,0218)	0,2866** (0,1290)
D_Imp_servcom	-0,0946*** (0,0129)	0,4848*** (0,1022)	-0,0263 (0,0225)	0,1472*** (0,0543)	-0,0862*** (0,0192)	0,4905*** (0,0922)	-0,0388** (0,0194)	-0,2414** (0,1175)
Exp_servtrans	0,0285 (0,0214)	0,1813** (0,0865)	0,0256 (0,0203)	0,1633 (0,1150)	0,1661 (0,2715)	0,1440 (0,1077)	-0,0053 (0,0309)	-0,0816 (0,0654)
Imp_servtrans	-0,6403* (0,3865)	-1,9454*** (0,3303)	-0,2709*** (0,0689)	1,3940*** (0,2803)	-0,3625 (0,4613)	-1,6859*** (0,3141)	-0,2086** (0,0838)	1,8123*** (0,4281)
Corruption	-0,6648*** (0,1363)	0,5736*** (0,1715)	-0,0081 (0,0352)	1,1194*** (0,1408)	-0,3765** (0,1847)	0,5002*** (0,1743)	0,1133*** (0,0416)	0,6226*** (0,1479)
Stab_polique	0,8354*** (0,0886)	0,0723 (0,0806)	0,0271 (0,0194)	-0,5349*** (0,1537)	0,6980*** (0,1795)	0,0194 (0,0753)	0,0379 (0,0243)	0,0476 (0,0493)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
VARIABLES	D_emploi	D_emploi_agri	D_emploi_ind	D_emploi_serv	D_emploi_tot	D_emploi_agri	D_emploi_ind	D_emploi_serv
Qual_regulation	-0,4245*** (0,0965)	-0,3669* (0,2077)	-0,1851*** (0,0395)	-0,4697* (0,2664)				
Taxe_produit_prim	-0,0326*** (0,0077)	0,0138 (0,0093)	-0,0057*** (0,0016)	0,0068 (0,0062)	-0,0508*** (0,0108)	0,0166 (0,0108)	-0,0061*** (0,0014)	-0,0145* (0,0079)
Taxe_prod_manu	0,0162 (0,0113)	-0,0052 (0,0142)	0,0026 (0,0019)	-0,0150 (0,0095)	0,0421** (0,0194)	-0,0062 (0,0158)	0,0056*** (0,0021)	0,0111 (0,0112)
D_Salaire	-0,1426*** (0,0161)	-0,2016** (0,0798)	0,0971*** (0,0166)	0,1346*** (0,0288)	-0,1917*** (0,0173)	-0,1989*** (0,0768)	0,0777*** (0,0172)	0,1612*** (0,0567)
L,D_emploi_agri		0,3643*** (0,1118)				0,3470*** (0,1222)		
L,D_emploi_ind			0,7388*** (0,0710)				0,8040*** (0,0729)	
L,D_emploi_ser				0,7748*** (0,0641)				0,2784*** (0,0782)
Efficacité_gouv					-0,6748*** (0,2451)	-0,1627 (0,1954)	-0,3272*** (0,0623)	-0,7080*** (0,1528)
Constant	-0,6981 (1,5894)	5,2743*** (1,2839)	0,0398 (0,2644)	-6,2411*** (1,6881)	-2,9173 (2,2062)	4,9689*** (1,4690)	-0,5073 (0,3893)	-7,0812*** (2,2069)

VARIABLES	(1) D_emploi	(2) D_emploi_agri	(3) D_emploi_ind	(4) D_emploi_serv	(5) D_emploi_tot	(6) D_emploi_agri	(7) D_emploi_ind	(8) D_emploi_serv
Observations	523	523	523	523	523	523	523	523
Number of id	41	41	41	41	41	41	41	41
No. of instruments	29	33	33	35	28	33	33	32
AR1 p-value	0,0463	0,00621	0,0149	0,0320	0,0131	0,00775	0,0172	0,0369
AR2 p-value	0,493	0,691	0,396	0,196	0,557	0,665	0,425	0,263
Hansen p-value	0,672	0,810	0,144	0,466	0,394	0,694	0,360	0,341

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Source : Calcul des auteurs

## 5. CONCLUSION

L'objectif de cet article est d'examiner l'influence du commerce des services sur la création d'emploi dans les pays africains. Il s'est agi également d'analyser l'effet du commerce des services sur les différents secteurs du marché de travail dans les pays africains. Pour ce faire, la base de données de la banque mondiale a été utilisée pour mobiliser toutes les données sur une période de 1991 à 2019. Afin de tenir compte de la dynamique de l'emploi et de contrôler l'endogénéité des variables explicatives, la technique d'estimation GMM sur panel dynamique est appliquée sur 41 pays de l'Afrique.

Les résultats révèlent que les exportations de services stimulent l'emploi total, agricole et industriel, mais réduisent l'emploi dans les services. Les importations de services freinent l'emploi dans les secteurs traditionnels tout en favorisant les emplois qualifiés dans les services. Par ailleurs, les exportations des services de communication affectent positivement l'emploi total et l'emploi industriel, tout en réduisant l'emploi agricole et celui du secteur des services. Les importations de services de communication diminuent l'emploi global et industriel tout en favorisant l'agriculture et surtout les services. Les importations de services de transport réduisent l'emploi agricole et industriel, mais renforcent l'emploi des services, confirmant la dépendance des économies africaines aux infrastructures logistiques étrangères. Les marchés du travail africains présentent une forte inertie, avec une persistance des niveaux d'emploi passés et des ajustements lents.

Les institutions jouent un rôle clé dans la transmission des bénéfices du commerce. La corruption réduit l'emploi total et industriel, tandis que la régulation et l'efficacité gouvernementale soutiennent surtout les services. Les politiques fiscales stimulent l'emploi industriel et total, et la hausse des salaires favorise les emplois qualifiés dans l'industrie et les services.

La transformation structurelle de l'emploi traduit une transition des secteurs agricoles vers l'industrie et les services, et les bénéfices du commerce des services dépendent de la qualité institutionnelle et de politiques actives pour réduire les rigidités et accélérer l'ajustement intersectoriel.

En termes d'implications politiques, il ressort que les pays africains doivent promouvoir les exportations de services, en particulier dans les secteurs de la communication et de l'industrie, tout en encourageant des importations stratégiques de services de transport et de communication afin de renforcer la compétitivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Toutefois, cette ouverture doit s'accompagner de réformes institutionnelles profondes et de politiques actives en matière de formation, d'innovation et de mobilité intersectorielle, afin de réduire les rigidités et d'accélérer les ajustements. À travers ces mesures, le commerce des services pourrait devenir un véritable moteur de développement inclusif et durable en Afrique, en soutenant la création d'emplois diversifiés et adaptés aux mutations de l'économie mondiale.

## REFERENCES

- Adeleye, B., & Eboagu, C. (2020). Trade in services and employment in Nigeria: The role of governance and public services. *Journal of African Economies*, 29(4), 450–472. <https://doi.org/10.1093/jae/ejaa010>
- Anyanwu, J. C. (2013a). Characteristics and macroeconomic determinants of youth employment in Africa. *African Development Review*, 25(2), 107–129. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8268.2013.12019.x>
- Anyanwu, J. C. (2013b). Regional integration and employment in Africa: Opportunities and challenges. *African Development Review*, 25(3), 285–301. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12032>
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297. <https://doi.org/10.2307/2297968>
- Arellano, M., & Bover, O. (1995). Another look at the instrumental-variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29–51. [https://doi.org/10.1016/0304-4076\(94\)01642-D](https://doi.org/10.1016/0304-4076(94)01642-D)
- Chand, S., & Sen, K. (2002). Trade liberalization and employment: Evidence from developing countries. *International Labour Review*, 141(1–2), 65–92. <https://doi.org/10.1111/j.1564-913X.2002.tb00228.x>
- Chiquiar, D., Ramos-Francia, M., & López, R. A. (2019). Trade in services and employment creation in Latin America. *World Development*, 124, 104626. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2019.104626>
- Chiquiar, D., Tobal, M., & Yslas, R. (2019). Measuring and understanding trade in service tasks. *International Labour Review*, 158(1), 169–190. <https://doi.org/10.1111/ilr.12133>

Dix-Carneiro, R., & Kovak, B. K. (2017). Trade liberalization and regional dynamics in Brazil. *American Economic Review*, 107(10), 2855–2895. <https://doi.org/10.1257/aer.20161214>

Efogo, F. O. (2020). Does trade in services improve African participation in global value chains? *African Development Review*, 32(4), 758–772. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12445>

Fu, X., & Balasubramanyam, V. N. (2004). Trade, foreign direct investment and employment in developing countries. *Oxford Development Studies*, 32(2), 123–145. <https://doi.org/10.1080/13600810410001699907>

Fuster, B., Lillo-Baňuls, A., & Martínez-Mora, C. (2020). Reshoring of services and employment. *Structural Change and Economic Dynamics*, 54, 233–246. <https://doi.org/10.1016/j.strueco.2020.03.003>

Gollin, D., Parente, S., & Rogerson, R. (2016). The role of agriculture in development. *American Economic Review*, 106(6), 557–561. <https://doi.org/10.1257/aer.p20161136>

Greenaway, D., Gullstrand, J., & Kneller, R. (1999). Trade liberalization and labor market adjustment. *European Economic Review*, 43(7), 1353–1373. [https://doi.org/10.1016/S0014-2921\(98\)00052-8](https://doi.org/10.1016/S0014-2921(98)00052-8)

Ghani, E., & Kharas, H. (2010). The service revolution and urban employment in developing countries. *Policy Research Working Paper* No. 5343. Washington, DC: World Bank.

Ghani, E., & O'Connell, S. D. (2014). Can service-sector growth lift developing countries? *Policy Research Working Paper* No. 7002. Washington, DC: World Bank.

Herath, H., Mahadevan, R., & Lee, S. (2013). Trade in services and employment: Evidence from developing countries. *International Journal of Economics and Finance*, 5(2), 35–47. <https://doi.org/10.5539/ijef.v5n2p35>

Kühn, S., & Viegelahn, C. (2019). Foreign trade barriers and jobs in global supply chains. *International Labour Review*, 158(1), 137–167. <https://doi.org/10.1111/ilr.12132>

Loungani, P., Mishra, S., Papageorgiou, C., & Wang, K. (2017). World trade in services: Evidence from a new dataset. Washington, DC: International Monetary Fund.

Loungani, P., Mishra, S., & Nguyen, N. (2022). Exportable services and employment in Africa: Opportunities for youth. *African Development Review*, 34(1), 1–15. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12612>

Martins, P. S. (2016). Employment resilience through services exports? Evidence from matched employer–employee data. *World Bank Economic Review*, 30(1), 75–98. <https://doi.org/10.1093/wber/lhv035>

Midagbodji, K. M., & Egbendewe, A. Y. (2020). L'accès des jeunes au marché du travail au Togo et au Bénin: Une évidence paramétrique et semi-paramétrique. *African Development Review*, 32(S1), S54–S67. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12453>

Muhammad, A., Raza, S., & Khan, F. (2014). Services trade liberalization and labor demand: Evidence from Pakistan. *The Lahore Journal of Economics*, 19(2), 1–24.

Prebisch, R. (1950). The economic development of Latin America and its principal problems. *United Nations Economic Commission for Latin America*.

Ricardo, D. (1817). *On the principles of political economy and taxation*. London: John Murray.

Rodrik, D. (2016). Premature deindustrialization. *Journal of Economic Growth*, 21(1), 1–33. <https://doi.org/10.1007/s10887-015-9122-3>

Rodrik, D., & Stantcheva, S. (2023). Economic openness, institutions, and employment outcomes in developing countries. *NBER Working Paper* No. 31247.

Rueda-Cantuche, J. M., Cernat, L., & Sousa, N. (2019). Trade and jobs in Europe: The role of mode 5 service exports. *International Labour Review*, 158(1), 115–136. <https://doi.org/10.1111/ilr.12131>

Schwarzer, J. (2015). Services trade and employment. *Council on Economic Policies*.

Shingal, A., & Sauvé, P. (2019). The labour market effects of applied service regimes and service sector reforms. *International Labour Review*, 158(1), 191–211. <https://doi.org/10.1111/ilr.12134>

Stolper, W. F., & Samuelson, P. A. (1941). Protection and real wages. *Review of Economic Studies*, 9(1), 58–73. <https://doi.org/10.2307/2967638>

Turrini, A. (2002). The impact of trade liberalization on employment: Evidence from European countries. *Empirica*, 29(2), 123–144. <https://doi.org/10.1023/A:1015671217641>

UNCTAD. (2017). *World Investment Report 2017: Investment and the digital economy*. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

UNCTAD. (2019). *Trade in services 2019: Recent trends and policy developments*. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

UNCTAD. (2022). *Trade and development report 2022*. Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

Wonyra, K. O., & Efogo, F. O. (2020). Foreign direct investment and trade in services in sub-Saharan Africa. *Mondes en Développement*, 48(1), 125–141. <https://doi.org/10.3917/med.189.0125>

World Bank. (2020). *World Development Indicators (WDI)*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2024). *Worldwide Governance Indicators (WGI)*. Washington, DC: World Bank.

## Annexes

### Annexe 1 : Liste des pays retenus dans le panel

Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, République démocratique du Congo, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

## Annexe 2 : Statistiques descriptives

Variables	Obs.	Average	Std.Dev.	Minimum	Max
Emploi	1,189	2,653	2,692	0.07	17,881
Emploi_agri	1,189	50,501	21,914	4.6	92,557
Emploi_ind	1,189	13,429	7,680	1,704	33,728
Emploi_ser	1,189	36,068	15,531	5,298	71,929
Exp_service	1.014	1.61e+09	3.58e+09	342519	2.49e+10
Imp_service	1.014	2.31e+09	4.24e+09	9757080	3.09e+10
Exp_servcom	1.014	1.52e+09	3.48e+09	1942109	2.47e+10
Imp_servcom	1.014	2.15e+09	4.00e+09	7328120	3.06e+10
Exp_servtrans	996	27,420	20,141	0.049	93,351
Imp_servtrans	1013	47,320	16,546	9.998	91,474
Corruption	820	-0.627	0.561	-1.722	1,216
Efficacit_gouv	819	-0.682	0.531	-1.891	1,020
Stab_polique	820	-0.538	0.868	-2.844	1,219
Qual_regulation	820	-0.625	0.545	-2.297	0.804
Taxe_produit_prim	623	16,804	8,737	0	92.88
Taxe_prod_manu	623	13,741	6,514	0	86.48
Salaire	1,189	32,779	23,707	5,167	93,402